

## **Situation économique, perspectives conjoncturelles et de politique économique 2006**

### **La situation économique actuelle**

Après avoir encore connu des accès de faiblesse en début d'année, la conjoncture s'est progressivement redressée au cours de ces derniers mois. Ce sont surtout les exportations qui ont progressé depuis mai 2005. Cette ascension a été principalement marquée dans le domaine de l'horlogerie, des instruments de précision ainsi que dans celui des produits chimiques et pharmaceutiques. Bien que le climat soit toujours un peu morose, la consommation, mesurée aux nouvelles immatriculations de voitures et aux nuitées d'hôtel des résidents, a également légèrement augmenté depuis septembre. L'activité de la construction a évolué tout à fait positivement tout au long de l'année. Dans le bâtiment, les chiffres d'affaires ont fortement augmenté dans la construction de logements, mais la construction à caractère industriel ou commercial a aussi beaucoup contribué à cette évolution. Au chapitre des investissements d'équipement également, les signes d'une légère accélération se multiplient depuis le milieu de l'année.

Grâce à l'accroissement de la masse monétaire M3 depuis le début de l'année, le pays est richement doté en liquidités, ce qui a aussi relancé l'octroi de crédits des banques aux débiteurs du pays. Ces derniers mois, l'évolution des prix a été caractérisée par la hausse constante des prix du pétrole. Mais on n'a pas constaté jusqu'ici de signes de reprise d'une inflation intérieure. Si l'on exclut l'énergie et d'autres biens dont les prix sont volatils, le coût de la vie (inflation sous-jacente 1) a renchéri de 0,3% en une année (novembre).

Pour 2005, economie suisse s'attend à une croissance réelle de 1,7%. Ainsi, cette année se caractérise par une solide croissance, après une belle progression de l'économie suisse de 2,1% l'année dernière. Toutefois, il n'y a encore guère eu de mouvement sur le marché du travail et le taux moyen de chômage, avec 3,8%, se situe au même niveau que l'année dernière. Avec 1,2%, l'inflation moyenne est un peu plus élevée que l'année dernière en raison du prix du pétrole.

### Conditions-cadre de l'économie mondiale

Pour autant que les prix du pétrole demeurent constants et que les cours de change restent stables, l'année 2006 sera aussi une année de croissance pour l'économie mondiale. L'effet du renchérissement de l'énergie se faisant sentir avec retard, l'accroissement de la production mondiale en 2006 devrait atteindre 4%, soit un peu moins qu'en 2005 (+4,3%). Etant donné que les principaux pays producteurs de pétrole utilisent, plus que par le passé, directement leurs recettes pour importer des biens d'équipement, leur comportement corrige la diminution de pouvoir d'achat liée au prix du pétrole dans les pays industrialisés. Les Etats-Unis évolueront sur une voie de croissance plus modérée (+3,4% après 4,4% en 2004); mais ils continueront de soutenir la croissance. Le taux d'épargne historiquement bas des ménages a de quoi inquiéter, car des taux d'intérêt en nette hausse ou une crise immobilière seraient susceptibles de compromettre le processus de croissance aux Etats-Unis. Dans la zone euro, l'amélioration, notamment dans les grands pays, est hésitante, bien que le climat se soit éclairci ces trois derniers mois, surtout en Allemagne. Même si les entreprises ont enregistré des bénéfices, si elles ont réussi à adapter les structures de leur bilan et si les conditions de leur financement ont été favorables, elles manifestent toujours une certaine retenue en matière d'investissements.

Malgré une évolution en léger recul en Chine, l'Asie connaît toujours une solide croissance, qui soutient l'essor de l'économie mondiale. Au Japon, où le gouvernement dispose d'un mandat étendu pour procéder à des réformes structurelles, la fin des tendances déflationnistes semble annoncer un solide retour de la croissance. L'accentuation prudente de la flexibilité des cours de change dans les pays asiatiques nouvellement industrialisés (Chine notamment) a des répercussions positives sur la stabilité du système financier mondial. Dans les autres pays en transition de l'est asiatique (Thaïlande, Malaisie, Vietnam, Corée), l'expansion est toujours vigoureuse. En Amérique latine et en Russie en revanche, on constate certains phénomènes de fléchissement, car dans ces pays, les déficits structurels font obstacle à une croissance durable. Dans l'ensemble, les différences régionales du rythme d'expansion devraient aller en diminuant.

Les risques qui pèsent sur l'économie mondiale sont considérables. Même si le prix du pétrole, en Europe surtout, ne constitue plus un facteur aussi direct de hausse des coûts en raison d'une plus grande efficacité énergétique, il constitue une menace pour de nombreux pays nouvellement industrialisés et en transition ainsi que pour ceux dont la demande intérieure est faible. A quoi il faut ajouter dans toute une série de pays une situation tendue sur le marché immobilier qui, en cas de chute abrupte des prix, recèle un potentiel de revers conjoncturel. En outre, les déséquilibres dans les soldes des balances de transactions courantes perdurent.

Cela signifie qu'une détérioration des conditions de financement du déficit de la balance des transactions courantes américaine comporterait des risques considérables de chute de la croissance. Enfin, le danger de protectionnisme s'est accru.

### Perspectives pour la Suisse

Avec, en toile de fond, une économie mondiale en expansion, la conjoncture en Suisse est toujours orientée à la hausse. Grâce à une capacité concurrentielle intacte au niveau des prix, la marche des affaires continuera d'être bonne pour les entreprises suisses, même si l'élan expansionniste pourrait être un peu moins vigoureux qu'en 2005. Avec un taux de croissance de 1,5%, les dépenses de consommation augmenteront au rythme de l'augmentation du revenu réel. Les incertitudes qui pèsent sur les perspectives d'emploi et la solidité de notre système d'assurances sociales ternissent les perspectives des ménages privés. La meilleure utilisation des capacités de production dans les entreprises industrielles va permettre des investissements d'agrandissement qui, cumulés avec les investissements de renouvellement et de rationalisation, devraient déboucher sur une progression des investissements d'équipement des entreprises. Dans la construction également, il faut s'attendre pour les mois qui viennent à une activité toujours soutenue, grâce à des conditions de financement toujours bonnes et à un portefeuille de commandes en réserve réjouissant. L'hôtellerie s'attend à un nouvel accroissement du nombre des nuitées, l'accélération provenant surtout de la demande des hôtes étrangers. Par ailleurs, dans le secteur des services, les affaires vont toujours bon train.

Pour 2006, EconomieSuisse s'attend à une croissance économique réelle comprise entre 1,5 et 2%. En anticipant des prix du pétrole en léger recul et une plus forte pression concurrentielle dans l'économie intérieure, on peut tabler sur une inflation moyenne de 0,8%. Le taux de chômage ne reculera que légèrement, à 3,6%, vu que l'accroissement de l'offre de travail continue de peser sur le marché de l'emploi. Avec un accroissement annuel de la productivité du travail de 1,5%, le PIB réel devrait progresser de plus de 1,5% pour alléger le marché du travail de manière significative.

### Priorités de politique économique

Les décisions économiques portent sur l'avenir et impliquent de choisir entre plusieurs options. Elles sont fortement influencées par les attentes et le climat général. Ces éléments immatériels sont déterminés dans une mesure importante par la politique économique de l'Etat. Dans la perspective de l'économie, d'importantes décisions sont à l'agenda de politique économique sur des sujets majeurs pour la croissance à venir:

- La politique monétaire doit soutenir l'économie réelle en préservant la stabilité des prix. Après une assez longue période de politique expansionniste, la question se pose pour la Banque nationale, dans l'intérêt d'une politique crédible de stabilité, de savoir si le moment d'un changement de cap n'est pas venu. Dans la préparation des décisions monétaires ou de politique des taux d'intérêt, l'estimation de la croissance potentielle joue aussi un rôle. Si la Banque nationale devait l'estimer moins forte que ce à quoi on peut généralement s'attendre, un relèvement des taux d'intérêt directeurs s'imposerait, parce que même avec une croissance plus faible, l'économie serait déjà proche de sa limite de capacité. Toutefois, une croissance plus faible sur une assez longue période selon le modèle actuel serait aussi compatible avec des taux d'intérêt bas, puisqu'un intérêt neutre ou d'équilibre pour la conjoncture est celui qui correspond à peu près à la croissance nominale de l'économie. Aussi bien théoriquement qu'empiriquement, il est douteux que la politique monétaire parvienne à améliorer la croissance par des taux d'intérêt bas. Le risque serait plutôt que des taux d'intérêt maintenus artificiellement bas pendant trop longtemps débouche non seulement sur de mauvaises allocations de capital et sur une hausse du prix des actifs, mais aussi sur un affaiblissement du processus d'adaptation structurel et de la compétitivité de l'économie. La Banque nationale est donc confrontée à une importante décision.
- En tant que pilier essentiel de la croissance, le capital humain sera très largement façonné par la politique étatique de la formation et de la recherche. Le nouvel article constitutionnel soumis en votation l'année prochaine mérite d'être soutenu, même s'il ne va pas changer la face du monde académique de manière spectaculaire. Mais par rapport à la situation actuelle, il se traduira par une collaboration améliorée entre la Confédération et les cantons. Il est regrettable que le remplacement de la loi actuelle sur l'aide aux universités par la nouvelle loi-cadre sur les hautes écoles subisse un retard parce qu'elle est susceptible d'élargir la marge de manoeuvre de ces établissements et donc de stimuler la concurrence. Par-delà toutes les activités législatives menées dans le secteur de l'éducation, il ne faut pas oublier que la qualité d'une haute école dépend finalement de son corps enseignant et de ses étudiants.
- La prochaine révision de la loi sur les brevets est très importante pour l'innovation, dans la mesure où elle permet de renforcer les incitations aux investissements dans des technologies et des modèles commerciaux porteurs d'avenir. La nécessaire modernisation du droit d'auteur, en cours de révision, doit tenir compte des réalités économiques et des exigences de l'ère numérique. Il importe de combattre durablement les contrefaçons et la piraterie pour protéger le know-how, l'innovation et la créativité.

- Sur le plan de la politique fiscale, l'année 2006 sera placée sous le signe de la réforme de l'imposition des sociétés II. Dans l'intérêt des PME et de la sécurité juridique des successions d'entreprises, les « pièges fiscaux » tels que la liquidation partielle indirecte et le quasi-commerce de titres élaborés par l'Administration fédérale des contributions et repris tels quels par le Tribunal fédéral doivent être corrigés dans un sens compatible avec l'économie. En outre, l'imposition partielle des bénéfices distribués au taux de 50%, représente le minimum acceptable tant du point de vue de la promotion du capital-risque que sous l'angle de la théorie fiscale. Toute autre solution ne serait qu'un « bricolage ». En ce qui concerne la TVA, il s'agit non seulement de simplifier au maximum le système, mais aussi de supprimer les problèmes engendrés par l'administration en termes de formalisme et de culture fiscale. Il faut également rechercher une imposition équitable des couples, qui ne peut passer à court terme que par le splitting. Les propositions de politique fiscale formulées jusqu'ici par le Conseil fédéral font sérieusement douter de la réelle volonté du gouvernement d'engager une politique de réforme axée sur la croissance. Malgré les tentatives actuelles de réforme de l'imposition des revenus et des entreprises, la Suisse est à la traîne par rapport aux modèles élaborés à l'étranger.
- La consolidation budgétaire par le biais des dépenses s'impose toujours autant afin d'assurer la solidité des finances publiques. Cette absence de solidité ressort clairement des prévisions de recettes et de dépenses de l'Etat. Le Conseil fédéral et le Parlement devraient faire acte de bravoure et introduire des réformes structurelles dans les secteurs particulièrement coûteux comme la prévoyance sociale, les transports, etc. Il convient de définir ce qui, dans une économie mondialisée, fait encore partie des tâches de l'Etat. Il faut que l'Etat lâche du lest pour dégager davantage de marge de manoeuvre en vue de nouvelles dépenses, productives et porteuses d'avenir. A court terme, l'assainissement des dépenses de l'AI est absolument essentiel; il passe notamment par la stabilisation du nombre de rentiers.
- En ce qui concerne la politique de la concurrence, il faut venir à bout des barrières internes sous forme de prescriptions techniques particulières ou de déclarations supplémentaires. La mise en oeuvre unilatérale du principe du Cassis de Dijon n'est couronnée de succès que si une instance indépendante, comme la Commission de la concurrence, peut intervenir contre les prescriptions restrictives édictées par l'administration, à différents niveaux. A l'avenir, il faut que les procédures en matière de concurrence puissent se dérouler beaucoup plus rapidement pour avoir un effet plus direct sur les marchés. Cela implique de fixer rigoureusement les priorités, par exemple de réviser les procédures concernant le droit administratif.

- Une rapide ouverture du marché de l'électricité est toujours souhaitée. Mais étant donné qu'une majorité de députés est favorable à une solution par étapes, l'économie s'accommode de cette façon de procéder. Il convient néanmoins de ramener la promotion des énergies renouvelables à des coûts raisonnables. Les subventions votées par le Conseil national à la session d'automne, pour un montant de 500 millions de francs par an, renchériraient le prix du courant de 7%, alors qu'il est déjà élevé actuellement en comparaison européenne. En outre, il s'agit de rendre les prix du réseau incitatifs et transparents par des évaluations comparatives nationales et internationales.
- Enfin, il serait important que le cycle de Doha de l'OMC puisse se conclure rapidement avec succès afin d'assurer les conditions-cadre externes importantes dans le commerce extérieur suisse. A cette fin, il s'agit d'avancer le processus de réforme de la politique agricole, pour éviter que l'agriculture ne devienne une hypothèque dans la stratégie suisse des négociations.

Les ménages, les entreprises et les investisseurs doivent pouvoir être assurés que les diverses mesures de politique économique soient harmonisées, qu'elles se complètent et que leurs effets sur la demande globale et sur l'offre soient pris en considération. Un tel cadre général au niveau des principes de politique économique offre un minimum de prévisibilité et de fiabilité de la politique économique de l'Etat, susceptible de redonner aux acteurs économiques une plus grande confiance dans l'avenir.